

<https://www.snetap-fsu.fr/CTM-du-5-avril-2022-Declaration-liminaire-de-la-FSU.html>



CTM du 5 avril 2022 - Déclaration liminaire de la FSU

- Nos Actions - Le SNETAP dans les instances - Comité Technique Ministériel (CTM) -

Date de mise en ligne : mardi 5 avril 2022

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés



Aux portes de l'échéance présidentielle, capitale pour notre démocratie, la campagne tronquée du candidat Macron n'aura pas permis de faire le véritable bilan du quinquennat écoulé. Il est pourtant nécessaire de faire ce bilan, concernant les services publics et la fonction publique en général mais plus spécifiquement pour ce qui relève du ministère de l'agriculture.

La verticalité du pouvoir et la politique néolibérale mises en oeuvre ont occasionné un grand désarroi chez les agents publics. Les organes intermédiaires comme la représentativité parlementaire ont régulièrement été méprisés et évidemment ce mépris participe de la montée de l'extrême droite dans l'opinion française. Les différentes crises qu'a connu et connaît encore notre pays ; situation sanitaire, terrorisme, guerre en Ukraine et plus globalement la situation environnementale, n'ont pas permis de relever la hausse et se sont donc le plus souvent soldées par des consultations du bout des lèvres, voire parodiques et n'ont pas permis de renouer une quelconque confiance, bien au contraire.

Afin de ne pas alourdir notre déclaration par une liste à la Prévert, on ne citera que les exemples en matière environnementale.

Et bien, Rapports du GIEC, superflus ! Convention citoyenne sur le climat, oubliée ! Néonicotinoïdes, ressuscités ! Farm to Fork, remise au placard ! Aides pour l'agriculture bio en baisse ou supprimées ! Objectif de 20 % de produits bio dans les restaurants collectifs de la loi EGAlim qui aujourd'hui dépasse à peine les 5 % ! Annonce de la relance du nucléaire sans consultation ni débats à quelques semaines de la présidentielle ! Succession des ministres de l'Agriculture et de la Transition écologique après la démission retentissante du premier d'entre eux qui accusait le poids des lobbys sur la politique environnementale ! Un ministre de l'agriculture actuel au plus près des lobbys et des organisations professionnelles majoritaires !

Venons en donc aux services publics.

Principalement hors du champ régalien, ceux-ci ont subi un resserrement budgétaire que la France n'avait pas connu depuis le quinquennat Sarkozy, c'est dire ! Pourtant les crises en ont montré toute la nécessité, car le service public est le seul outil au service exclusif de l'intérêt général et de la justice sociale, le seul à pouvoir relever les défis auxquels nous sommes confrontés, en toute indépendance vis-à-vis des intérêts et des appétits privés.

L'enseignement agricole ne fait pas exception puisque nous avons été amputés de 200 [ETP](#) et d'une partie de nos moyens. Les conditions de travail de nos collègues et des élèves se sont donc fortement dégradées, laissant toute latitude aux officines privées pour prendre la place ainsi faite !

Les agents qui servent avec un dévouement remarquable ces services publics, la crise covid l'a montré une fois de plus, ne sont pas mieux traités :

- la loi TFP a encore accentué le recours au contrat et donc la précarité, là où les quinquennats précédents avaient tenté de la réduire au travers de plans de déprécarisation et de leurs prolongements (Sauvadet, Sapin, Perben, Le Pors, ...)
- la rémunération au mérite a intensifié le new management public cause de souffrance au travail,
- la transparence due aux agents a été bafouée par une gestion de gré à gré en lieu et place des [CAP](#),
- ne parlons pas du point d'indice dont on nous annonce de façon très opportune la revalorisation sans que l'on sache bien ni de combien ni ce que cela impliquerait comme corrélats ! Les mesures prises viennent à toucher le cœur même de la haute fonction publique jusqu'alors épargnée, avec une fonctionnalisation au service d'un pantouflage décomplexé !

Par ce sujet, nous nous approchons donc de l'ODJ de ce [CTM](#), qui s'inscrit donc dans une cohérence globale que la [FSU](#) récuse, mais pour lequel nous sommes au RDV, comme nous serons présents dans les urnes en cette fin de semaine, tant ce bilan est atterrant et porte une lourde responsabilité - reconnue comme telle par le candidat président - dans un éventuel résultat qui conduirait une fois de plus l'extrême droite aux portes du pouvoir.